Prestations sociales : le manque d'information, principale cause de non-recours

Publié le 20 avril 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

Le non-recours aux prestations sociales accroît le risque de précarité socioéconomique et d'isolement des individus qui ne bénéficient pas des aides ou des droits auxquels ils pourraient prétendre. En France, le taux de non-recours à certaines prestations dépasse 30%. Le point sur ce phénomène et sa perception.

Une étude publiée le 12 avril 2023 par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) révèle que, pour quatre personnes sur dix, le non-recours aux prestations sociales est principalement lié au manque d'information. Issue d'une enquête réalisée en 2021 auprès de 4 000 résidents de France métropolitaine, cette étude présente leur opinion sur le non-recours et ses raisons, ainsi que leur degré de connaissance des prestations.

Un non-recours élevé pour beaucoup de sondés

73% des sondés considèrent que le non-recours aux aides sociales est élevé (contre 80% en 2016). Cette opinion est moins partagée par :

- les plus diplômés et les plus aisés ;
- les habitants des unités urbaines de 100 000 habitants ou plus (hors Paris) ;
- les personnes qui s'estiment moins attachées à l'intervention publique en faveur des plus démunis.

L'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore) distingue le non-recours :

- par non-connaissance ;
- par non-proposition de la part des conseillers ou agents prestataires ;

- par non-demande (désintérêt pour la prestation, lassitude face à de longues procédures...);
- par non-réception (démarche inachevée, découragement);
- par non-orientation (manque d'accompagnement dans l'accès aux dispositifs).

Le manque d'information, première cause de non-recours

Les personnes interrogées sur leur **perception des raisons du non-recours** citent :

- le manque d'information sur les aides ou les organismes (39% en 2020 contre 56% en 2016);
- la complexité des démarches (23% contre 22% en 2016);
- la crainte de conséquences négatives (18%);
- le souhait de s'en sortir par soi-même ou de ne pas être considéré comme un assisté (16%).

Une moins bonne connaissance des prestations en 2020 qu'en 2016

Plus une prestation est connue, plus elle est connue assez précisément. Près de quatre enquêtés sur dix déclarent savoir de façon assez précise qui peut bénéficier des dispositifs les plus connus (allocations familiales, aides au logement et revenu de solidarité active – RSA), contre un sur dix pour les moins connus (allocation personnalisée d'autonomie, complémentaire santé solidaire payante ...).

Le nombre de prestations sociales assez bien connues baisse depuis 2016 : 31% des répondants en connaissent au moins quatre de manière détaillée en 2020, contre 43% en 2016. À l'inverse, 28% affirment n'en connaître aucune précisément en 2020 (+11 points par rapport à 2016).

Le degré de connaissance précise d'une prestation est plus marqué parmi :

- ses bénéficiaires et, plus généralement, les populations cibles des aides sociales;
- les 35-49 ans (les moins de 25 ans connaissent moins bien les prestations);
- les femmes;

- les cadres, professions libérales et diplômés du supérieur ;
- les habitants des unités urbaines de 20 000 à moins de 100 000 habitants ;
- les personnes nées en France, plus souvent au fait du RSA, de la prime d'activité, de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), de l'APA et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA, ex-minimum vieillesse) que les immigrés.